

30 septembre 2019

(19-6307)

Page: 1/7

Comité des marchés publics

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION FORMELLE DU 26 JUIN 2019

PRÉSIDENT: M. CARLOS VANDERLOO (CANADA)

Le Président a dit que, dans le cadre de la préparation de la réunion, les délégations avaient reçu un aérogramme¹ présentant l'ordre du jour proposé, ainsi que deux communications connexes envoyées par courrier électronique. L'ordre du jour proposé était le suivant:

1. Demandes de statut d'observateur: Équateur et Philippines;
2. Entrée en vigueur de l'Accord sur les marchés publics (AMP) pour l'Australie, le 5 mai 2019;
3. Accession à l'AMP du Royaume-Uni, à titre individuel: demande de prorogation du délai prévu pour la présentation de son instrument d'accession et modifications corrélatives apportées à l'Appendice I de cet instrument par suite de l'entrée en vigueur de l'AMP pour l'Australie; et
4. Autres questions éventuelles.

S'agissant des autres questions, le Président a dit qu'il rappellerait à l'intention des délégations les dates qui avaient déjà été convenues pour les réunions de fond du Comité jusqu'à la fin de l'année. Aucun autre point n'avait été soulevé par les délégations au titre des autres questions.

Le Comité a adopté l'ordre du jour, avec l'élément d'information additionnel indiqué ci-dessus.

1 DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR: ÉQUATEUR ET PHILIPPINES

1.1. Le Président a dit que la demande de statut d'observateur des Philippines auprès du Comité avait été distribuée le 7 mai 2019.² Par la suite, le 14 mai 2019, l'Équateur avait distribué sa propre demande de statut d'observateur auprès du Comité.³ Ces demandes étaient un nouveau signe encourageant de l'intérêt croissant porté à l'Accord et aux travaux du Comité. À ce jour, aucune délégation n'avait formulé de réserves à l'encontre de l'une ou de l'autre de ces demandes.

1.2. Le Comité est convenu d'accorder le statut d'observateur à l'Équateur et aux Philippines à la suite des demandes reçues des deux gouvernements et conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les marchés publics (AMP).

1.3. Au nom du Comité, le Président a souhaité une chaleureuse bienvenue à l'Équateur et aux Philippines en leur nouvelle qualité d'observateur auprès du Comité des marchés publics.

1.4. La représentante de l'Équateur a remercié le Comité d'avoir fait droit à la demande de statut d'observateur présentée par son pays. L'Équateur s'était assigné de multiples objectifs prioritaires en matière de passation des marchés publics, entre autres: assurer une dépense publique de qualité, promouvoir la transparence, éviter les mesures discrétionnaires, et encourager et assurer la participation de fournisseurs fiables et compétitifs – tout en favorisant la production nationale et en faisant de la modernisation du processus de passation des marchés publics l'instrument d'une gestion économique efficace de l'État. Ce souci de modernisation portait notamment sur la

¹ Document WTO/AIR/GPA/18 du 14 juin 2019.

² Document GPA/148 du 7 mai 2019.

³ Document GPA/149 du 14 mai 2019.

rationalisation, la simplification et l'adaptation de ce processus. Le pays s'efforçait par conséquent de promouvoir un régime de commande publique transparent et s'inspirant des principes suivants: légalité, équité, égalité, qualité, pertinence technologique, opportunité, concurrence, transparence, ouverture et participation locale.

1.5. L'Équateur s'employait à stimuler et développer une politique de transparence et d'utilisation efficace des ressources de l'État. Adoptée par le gouvernement central, cette politique avait été conduite par le Président de la République dès sa prise de fonctions, à une époque où un resserrement de ses relations commerciales internationales avait permis au pays de s'ouvrir au monde. La participation de l'Équateur aux travaux du Comité en tant qu'observateur était d'une importance vitale à cet égard.

1.6. Dans ce contexte, le Service national des marchés publics (SERCOP) de l'Équateur s'était érigé récemment en modèle pour la région de l'Amérique latine. Les mesures prises et les importants efforts déployés dans le domaine des marchés publics lui avaient valu la reconnaissance internationale de figurer parmi les six pays à bénéficier d'une validation préalable de leurs systèmes de commande publique de la part de la Banque interaméricaine de développement (BIAD). Le SERCOP cherchait à devenir un centre d'excellence pour les questions touchant aux achats publics et s'employait à améliorer la transparence, l'efficacité et le suivi dans ce domaine par la mise en œuvre d'une série de stratégies telles que, par exemple, le recours à des technologies de pointe, la formation des fonctionnaires concernés et l'accroissement de la concurrence entre les fournisseurs – ce afin d'optimiser les ressources, réaliser des économies et assurer la qualité des achats de l'État.

1.7. Le SERCOP faisait partie du Réseau interaméricain sur les marchés publics (RICG), important dispositif panaméricain de coopération technique horizontale dans le domaine des marchés publics. Le RICG avait lui-même été créé en 2014 sous les auspices de l'Organisation des États américains, en vue de faciliter le dialogue politique et technique, former des fonctionnaires, faire progresser le savoir et renforcer la capacité des instances nationales chargées de la passation des marchés publics dans les 32 pays de la région.

1.8. L'Équateur avait engagé une lutte résolue contre la corruption, et ne ménageait aucun effort pour faire de l'éthique le principe cardinal s'imposant à tous les niveaux de la fonction publique. Dans cette optique, un effort inlassable de restructuration avait été engagé, y compris une vérification stricte confiée à la société suisse SGS. Sur la base d'une recommandation de cette société, le SERCOP avait obtenu sa certification au titre de la norme internationale ISO 37001:2016 (systèmes de management anti-corruption), donnant ainsi l'exemple et devenant la première institution du pays à bénéficier de cette reconnaissance internationale. L'obtention de cette certification de portée mondiale attestait de la détermination du gouvernement à manifester dans sa pratique le respect requis en matière de gestion des deniers publics. On prévoyait que cela encouragerait la transparence et renforcerait les institutions du pays. C'est avec plaisir que l'Équateur portait à la connaissance du Comité ces mesures positives qu'il avait prises dans le domaine de la passation des marchés publics.

1.9. Participer en qualité d'observateur aux travaux du Comité permettrait à l'Équateur de conforter ses références en matière de transparence et de lutte contre la corruption, et de prendre part au grand débat pour la confrontation des expériences et des bonnes pratiques dans le domaine des marchés publics. Cela renforcerait également, dans le même domaine, les mécanismes de coopération internationale aux échelons bilatéral et multilatéral, tout en contribuant à renforcer le processus de relations internationales engagé par le SERCOP. Enfin, par le biais d'autres actions concrètes, cela confirmerait sur la scène internationale l'évolution des politiques économique et commerciale de l'Équateur.

1.10. L'Équateur était convaincu que la voie sur laquelle il avait décidé de placer son régime de passation des marchés publics était la bonne, et que ce n'était qu'en rejoignant les rangs de ceux qui avaient fait de l'excellence leur objectif que le pays pourrait continuer à améliorer sa commande publique. L'Équateur visait haut, et comptait sur le soutien du Comité à cet égard.

1.11. Le représentant des Philippines a remercié le Comité d'avoir accordé le statut d'observateur à son pays. Il a également remercié le Secrétariat d'avoir partagé ses compétences concernant les règles de l'AMP dans le cadre d'ateliers de haut niveau organisés récemment à Genève sur la

période 2017-2019, ainsi que d'un atelier national sur le même thème ayant eu lieu aux Philippines en 2018.

1.12. En mars 2018, lors du cinquième examen de leur politique commerciale, les Philippines avaient constaté que des Membres l'incitaient à envisager d'obtenir le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord. Comme indiqué à cette occasion, le pays s'employait déjà à mettre en place un système de marchés publics transparent, ouvert et équitable, fondé sur un cadre juridique solide, et prévoyant pour les fournisseurs étrangers des possibilités de participer aux appels d'offres.

1.13. La Loi sur la réforme des marchés publics de 2003 (Loi de la République n° 9184) définissait les règles et règlements nécessaires à la modernisation, à la normalisation et à l'encadrement de la passation des marchés publics aux Philippines. Elle avait créé l'Office des marchés publics (GPPB), organisme interinstitutionnel impartial et transparent chargé de formuler la politique en matière de marchés publics ainsi que de mettre en œuvre les réformes dans ce domaine et de veiller à leur efficacité, en favorisant et assurant par là une bonne gouvernance.

1.14. La délégation des Philippines comptait parmi ses membres le Directeur exécutif du Bureau de soutien technique du GPPB, M. Rowena Ruiz, qui était venu de Manille à l'occasion de l'obtention par les Philippines du statut d'observateur auprès du Comité. En sa qualité d'ambassadeur en poste à Genève, l'intervenant tenait à souligner l'importance que les experts et les fonctionnaires en poste dans la capitale attachaient à la participation aux réunions, tant formelles qu'informelles, de l'OMC, en raison de la richesse des discussions qui s'y tenaient.

1.15. Les Philippines avaient hâte de mieux comprendre les obligations qui s'imposaient aux nouvelles Parties à l'Accord. Elles appréciaient à cet égard le statut d'observateur tout récemment acquis, qui lui donnerait la possibilité d'améliorer leur connaissance de la mise en œuvre de l'Accord de même que des bonnes pratiques et de l'expérience d'autres Membres.

1.16. Les Philippines reconnaissaient que l'AMP était un instrument juridique international clé qui réglementait la conduite du commerce international dans le domaine des marchés publics. Un de leurs objectifs fondamentaux était d'ouvrir les marchés publics aux Parties sur une base mutuellement bénéfique. Elles reconnaissaient en outre que l'Accord visait à garantir des conditions de concurrence équitables, transparentes et non discriminatoires pour les achats de marchandises et de services par les Parties. Plus encore, elles admettaient que l'AMP visait aussi plus largement à promouvoir la bonne gouvernance, la gestion efficiente et efficace des ressources publiques et l'optimisation des dépenses dans les systèmes nationaux de passation des marchés.

1.17. Les marchés publics représentaient approximativement entre 10 et 11% du produit intérieur brut (PIB) des Philippines. Les autorités étaient conscientes de l'intérêt économique des marchés publics, notamment sous l'angle de l'accès à de nouveaux débouchés et de l'accroissement de la compétitivité de ses entreprises, et en particulier des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Elles appréciaient à sa juste valeur leur nouveau statut d'observateur et étaient prêtes à travailler dans un esprit constructif avec toutes les Parties et avec le Secrétariat au sein du Comité.

1.18. Au nom du Comité, le Président a souhaité une chaleureuse bienvenue à l'Équateur et aux Philippines en leur nouvelle qualité d'observateurs auprès du Comité.

1.19. Les représentants de l'Union européenne; des États-Unis d'Amérique; du Japon; de la Suisse, du Canada; du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; de la République de Corée; de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ukraine et de Singapour ont souhaité une chaleureuse bienvenue à l'Équateur et aux Philippines en leur nouvelle qualité d'observateurs auprès du Comité. Ils espéraient que les deux délégations profiteraient de leur statut d'observateur pour approfondir leur connaissance de l'Accord, et ils attendaient avec intérêt de coopérer avec elles à l'avenir dans le cadre des travaux du Comité. En outre, ils formaient des vœux pour que les deux nouveaux observateurs soient encouragés à envisager, par la suite, d'engager leur procédure d'accession à l'Accord en vue d'en devenir Parties à part entière.

1.20. Pour la représentante du Japon, les marchés publics étaient un domaine de plus en plus dynamique et important, et d'un grand intérêt pour le commerce mondial. Il lui était tout particulièrement agréable de constater que des économies de la région de l'Asie et du Pacifique

prenaient des dispositions en vue d'obtenir le statut d'observateur auprès du Comité, et sa déclaration a trouvé un écho dans celle de la Nouvelle-Zélande.

1.21. Selon le représentant de l'Union européenne, les dernières accessions avaient démontré que devenir Partie à part entière de l'AMP à des conditions mutuellement favorables pouvait se faire avec rapidité et efficacité.

1.22. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation espérait qu'avec l'obtention de leur statut d'observateur, l'Équateur comme les Philippines seraient incités à aligner plus étroitement leurs pratiques nationales respectives sur celles prescrites dans l'AMP.

1.23. S'agissant de l'Équateur, les États-Unis étaient bien conscients des activités d'assistance technique connexes menées récemment par le Secrétariat en Amérique latine, ainsi que des contacts positifs que le Président et son prédécesseur avaient maintenus avec des pays de la région en liaison avec l'AMP. C'est avec grand plaisir qu'ils accueillaient un nombre croissant de pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud – hier l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Panama et le Paraguay, puis aujourd'hui l'Équateur – tous pays soucieux de parfaire leur connaissance de l'AMP et maintenant observateurs dans le cadre de l'Accord.

1.24. En ce qui concernait les Philippines, la délégation des États-Unis a rappelé la réponse que ce Membre avait apportée à une question qu'elle avait posée au sujet des marchés publics lors de l'examen de sa politique commerciale de 2018. Il s'agissait pour les Philippines d'une invitation à développer son régime des marchés publics et à améliorer sa connaissance des règles de l'AMP en participant à des ateliers mondiaux, régionaux et/ou nationaux, ou en les accueillant, ce avec le concours du Secrétariat et du Président du Comité.

1.25. Le représentant de la Suisse a dit que de l'avis de sa délégation, l'AMP offrait le moyen de promouvoir des règles commerciales ouvertes et transparentes dans le domaine des marchés publics, contribuant à une croissance durable, à la création d'emplois et au développement économique. Dans le cadre de l'accord de libre-échange récemment conclu entre l'AELE et l'Équateur, la Suisse avait déjà eu le privilège de pouvoir échanger des points de vue et des expériences avec l'Équateur au sujet des avantages d'une adhésion aux règles et principes de l'AMP.

1.26. Le représentant de la Norvège a dit qu'au cas où l'Équateur et les Philippines engageraient respectivement leur procédure d'accession dans l'avenir, sa délégation espérait les voir aborder les négociations avec le plus haut niveau d'ambition.

1.27. Le représentant de l'Ukraine a dit que le statut d'observateur donnait accès à une information de première main sur les règles de l'OMC en matière de marchés publics et sur les aspects pratiques des systèmes de passation de ces marchés dans les Parties à l'AMP. Son pays était prêt à partager ses expériences avec les deux gouvernements observateurs et à leur venir en aide en ce qui concernait leur éventuelle accession future à l'AMP et la mise au point d'un système de passation des marchés publics en ligne.

1.28. La représentante de Singapour a dit que sa délégation était prête à échanger des informations et à collaborer avec les deux nouveaux gouvernements observateurs.

1.29. En conclusion, et au nom de toutes les Parties, le Président a encouragé aussi bien l'Équateur que les Philippines à être des observateurs actifs au sein du Comité, et à tirer parti des avantages se rattachant à leur statut. Pour l'heure, le Secrétariat restait disponible pour leur apporter une assistance technique chaque fois que ce serait utile, dès réception d'une demande appropriée à cet effet. Le Président s'est associé aux nombreuses délégations qui avaient exprimé le vœu que les deux nouveaux gouvernements observateurs envisagent de franchir la prochaine étape de leur procédure d'accession à un moment opportun dans l'avenir.

1.30. Le représentant de l'Équateur a remercié les délégations de leur ouverture d'esprit. Son pays estimait que le Comité offrait un cadre propice à un échange de bonnes pratiques, et espérait retirer une expérience positive de sa participation aux travaux du Comité, sans compter tous les autres avantages découlant du système commercial multilatéral.

1.31. Le représentant des Philippines a exprimé sa gratitude à l'ensemble des délégations pour leurs chaleureuses paroles de bienvenue. La délégation de son pays avait pris note de toutes les déclarations faites et elle y réfléchirait une fois de retour dans la capitale. Elle attendait avec intérêt de pouvoir participer activement aux réunions et aux travaux à venir du Comité.

2 ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS (AMP) POUR L'AUSTRALIE, LE 5 MAI 2019

2.1. Le Président a rappelé que l'Australie avait déposé son instrument d'accession le 5 avril 2019.⁴ En conséquence, l'AMP était entré en vigueur pour ce pays le 5 mai 2019.⁴ Au nom du Comité, le Président a de nouveau félicité l'Australie pour cet important résultat, et lui a souhaité la bienvenue à sa première réunion du Comité en qualité de Partie à part entière. Il a également remercié l'Australie d'avoir fait preuve d'efficacité en distribuant déjà la notification de ses valeurs de seuil exprimées en monnaies nationales pour 2019.⁵

2.2. La représentante de l'Australie a dit que c'était un grand plaisir pour la délégation de son pays de participer pour la première fois à une réunion du Comité des marchés publics en qualité de Partie à part entière. Elle a remercié les Parties, le Président et le Secrétariat pour leurs encouragements et leur soutien, qui avaient vu l'Australie devenir le 48^{ème} Membre de l'OMC à être lié par l'AMP, le 5 mai. C'était là un résultat positif pour l'Australie, les Parties à l'Accord et le système commercial multilatéral; c'était là aussi la reconnaissance de l'apport significatif et ambitieux de l'Australie à ce système commercial.

2.3. Ces derniers jours, l'Australie avait déjà manifesté son intention de participer activement aux travaux du Comité. Durant la semaine en cours, sa délégation avait eu le plaisir de pouvoir rencontrer des Membres accédants, avoir des contacts avec des Parties et contribuer aux programmes de travail du Comité. Aux Membres de l'OMC qui cherchaient actuellement à accéder à l'Accord, elle exprimait l'espoir que l'accession de l'Australie ait démontré qu'une approche ambitieuse était de nature à faciliter une procédure d'accession rapide et efficace. L'Australie était prête à œuvrer de façon constructive avec les délégations et espérait prendre part à de nombreuses discussions fructueuses dans l'avenir. L'intervenante a félicité le Comité, le Président et le Secrétariat, l'équipe de négociation australienne qui n'avait pas ménagé ses efforts et toutes les autres personnes qui avaient participé activement et dans un esprit constructif au processus d'accession de l'Australie. L'Australie était très heureuse d'être une Partie à part entière, foncièrement impliquée et partageant des valeurs communes.

2.4. Les représentants du Japon, de l'Union européenne, de la République de Corée, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de l'Ukraine et de Singapour ont chaleureusement félicité l'Australie à l'occasion de l'entrée en vigueur de l'Accord pour elle, ainsi que pour l'ouverture et l'esprit constructif manifestés tout au long du processus d'accession. Ils comptaient sur la participation active de l'Australie aux travaux du Comité, de même que sur une coopération avec l'Australie dans l'avenir, y compris dans le cadre des programmes de travail du Comité.

2.5. Tout comme le représentant de l'Ukraine, la représentante du Japon espérait que l'Australie puisse faire bénéficier les travaux du Comité de nouvelles idées et de nouveaux éclairages.

2.6. De l'avis du représentant des États-Unis d'Amérique, il était très important que l'Australie soit maintenant Partie à part entière à l'Accord. Son pays félicitait tous les membres de l'équipe de négociation australienne, qu'ils soient en poste à Genève ou à Canberra, pour cette étape marquante, et remerciait l'équipe pour son professionnalisme et pour sa volonté de participer à l'ensemble des travaux du Comité.

2.7. Le Président a noté que dans leurs différentes déclarations, les délégations avaient constamment exprimé l'espoir que l'Australie participe activement aux travaux du Comité.

⁴ Document WT/LET/1429 du 16 avril 2019.

⁵ Document GPA/THR/AUS/1 du 13 juin 2019.

3 ACCESSION À L'AMP DU ROYAUME-UNI, À TITRE INDIVIDUEL: DEMANDE DE PROROGATION DU DÉLAI PRÉVU POUR LA PRÉSENTATION DE SON INSTRUMENT D'ACCESSION ET MODIFICATIONS CORRÉLATIVES APPORTÉES À L'APPENDICE I DE CET INSTRUMENT PAR SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'AMP POUR L'Australie

3.1. Le Président a rappelé que la Décision du Comité relative à l'accession du Royaume-Uni à l'AMP, à titre individuel (document GPA/CD/2 du 28 février 2019) avait autorisé le Royaume-Uni à déposer son instrument d'accession dans les six mois suivant la date de la Décision – c'est-à-dire au plus tard le 27 août 2019. Ultérieurement à cette décision, deux nouveaux éléments pertinents étaient survenus. Premièrement, le 11 avril 2019, le Royaume-Uni et l'Union européenne étaient convenus de proroger de six mois, jusqu'au 31 octobre 2019, le processus de sortie du Royaume-Uni de l'UE. Deuxièmement, le 5 mai 2019, l'Accord était entré en vigueur pour l'Australie.

3.2. Compte tenu de ces éléments nouveaux, et conformément aux modalités énoncées au paragraphe 3 b) de la Décision GPA/CD/2, le 14 juin 2019, la délégation du Royaume-Uni avait demandé au Comité de proroger de six mois, soit jusqu'au 27 février 2020, le délai imparti pour le dépôt de son instrument d'accession, et d'approuver par ailleurs les modifications corrélatives de l'Appendice I par suite de l'entrée en vigueur de l'AMP pour l'Australie.⁶ À la demande du Royaume-Uni, le projet de décision qui était l'objet du point de l'ordre du jour à l'examen avait été distribué au Secrétariat pour examen et adoption éventuelle par le Comité.⁷

3.3. Le Comité a adopté le projet de décision figurant dans le document GPA/ACC/GBR/22 du 14 juin 2019.⁸

3.4. Le représentant du Royaume-Uni, au nom de son gouvernement, a exprimé sa gratitude à l'ensemble des Parties pour les discussions constructives que sa délégation avait eues avec elles au cours des derniers mois au sujet des questions qui étaient l'objet de la décision qui venait d'être adoptée. Tout particulièrement, son pays savait gré aux délégations d'avoir mesuré la nécessité des deux éléments reflétés dans la décision. Premièrement, de récents événements avaient justifié la demande formulée par le Royaume-Uni en vue d'une prorogation du délai qui lui était imparti pour le dépôt de son instrument d'accession. L'adoption de la décision montrait que toutes les Parties continuaient de penser qu'assurer au Royaume-Uni la poursuite de sa participation à l'AMP restait un objectif partagé par l'ensemble des membres du Comité et que cette participation était bénéfique à toutes les Parties.

3.5. Deuxièmement, la décision reflétait les modifications corrélatives qu'il fallait apporter aux annexes de l'Appendice I concernant le Royaume-Uni par suite de l'entrée en vigueur de l'Accord pour l'Australie. Ces modifications étaient précisément censées incorporer l'Australie dans l'offre du Royaume-Uni afin d'assurer la continuité pour l'Australie et le Royaume-Uni après que celui-ci aurait quitté l'Union européenne. La délégation du Royaume-Uni appréciait tout particulièrement les contacts positifs qu'elle avait eus avec la délégation de l'Australie au sujet de ces modifications. Le Royaume-Uni se réjouissait de l'accession de l'Australie à l'Accord, et comptait avoir des relations de travail fructueuses avec cette dernière sur les questions de marchés publics dans l'avenir.

3.6. La délégation du Royaume-Uni a également exprimé ses vifs remerciements au Président pour ses encouragements, et à M. Reto Malacridan, nouveau Secrétaire du Comité et responsable de l'équipe AMP. Elle comptait sur des relations de travail fructueuses avec le Président, le Secrétariat et toutes les Parties.

3.7. Le représentant de l'Union européenne a rappelé que le Royaume-Uni restait visé par l'Accord sur les marchés publics, en tant qu'État membre de l'Union européenne, jusqu'à la date de son retrait de l'Union européenne ou, si l'Union européenne et le Royaume-Uni concluaient un accord prévoyant une période de transition durant laquelle le droit de l'Union européenne s'appliquerait au Royaume-Uni et sur le territoire de celui-ci, jusqu'à la date d'expiration de cette période de transition. La Commission européenne continuait par conséquent de représenter l'Union européenne en ce qui concernait toutes les questions relatives à l'AMP.

⁶ Document GPA/ACC/GBR/21 du 14 juin 2019.

⁷ Document GPA/ACC/GBR/22 du 14 juin 2019.

⁸ Document distribué ultérieurement, le 26 juin 2019, sous la cote GPA/CD/2/Add.1.

3.8. La représentante du Japon savait gré au Président de sa communication adressée par voie électronique le 19 juin 2019, et en particulier de son paragraphe 1.3, qui donnait des renseignements de base expliquant la nécessité de la décision. Au cas où la question devrait de nouveau figurer à l'ordre du jour du Comité en février 2020, le Japon demanderait de la même manière que des informations pertinentes soient communiquées à l'avance par le Secrétariat ou la délégation du Royaume-Uni afin que les délégations puissent procéder aisément à un examen des aspects pertinents avec une bonne compréhension de ceux-ci.

3.9. Le représentant de la République de Corée a dit que la délégation de son pays convenait de la nécessité de proroger le délai imparti au Royaume-Uni pour la présentation de son instrument d'accession. La Corée espérait que le Royaume-Uni mènerait à bien les procédures internes restantes et déposerait son instrument d'accession à l'AMP à titre individuel dans le délai prescrit, de manière à éviter tout changement dans la couverture des marchés. De plus, la Corée tenait à redire qu'il importait de régler dès que possible la question bilatérale en suspens qui l'opposait au Royaume-Uni.

3.10. Le Président a remercié les Parties pour avoir continué de faire preuve de pragmatisme, de souplesse, de compréhension et d'engagement. Il a également réitéré ses remerciements à la fois à l'Union européenne et au Royaume-Uni pour leur étroite collaboration; il espérait que ce dossier pourrait être clos entièrement et de façon satisfaisante tout prochainement.

4 AUTRES QUESTIONS

4.1. Le Président a rappelé que les dates qui avaient été précédemment réservées⁹ pour la dernière semaine de réunions de fond du Comité en 2019 étaient la semaine du 21 octobre 2019, notamment pour les sessions plurilatérales qui se tiendraient normalement le mercredi 23 octobre 2019.

4.2. Pour être complet, il convenait de préciser que les dates mentionnées ci-dessus ne comprenaient pas la réunion de fin d'année du Comité sur des questions de gestion courante, dont la date restait à fixer, et à laquelle seuls les fonctionnaires en poste à Genève seraient attendus, ainsi que toute autre brève réunion qu'il faudrait tenir en cas d'imprévu, et à laquelle seraient, de la même manière, convoqués uniquement les fonctionnaires en poste à Genève. Le Président a proposé, à des fins de planification, que le Comité examine les dates pouvant être retenues pour la réunion de fin d'année du Comité sur des questions de gestion courante de 2019, ainsi que pour les réunions du Comité en 2020, lors de la réunion informelle qui clôturerait les réunions de la journée.¹⁰

⁹ Document RD/GPA/70 du 21 novembre 2018.

¹⁰ Calendrier examiné ultérieurement et arrêté comme suit (document RD/GPA/86 du 28 juin 2019): i) le mercredi **4 décembre 2019**, pour la réunion formelle sur des questions de gestion courante de 2019; ii) la semaine du 24 février 2020, notamment pour les sessions plurilatérales qui se tiendraient normalement le mercredi **26 février 2020**; iii) la semaine du 4 mai 2020, notamment pour les sessions plurilatérales qui se tiendraient normalement le mercredi **6 mai 2020**. Cette date était plus avancée qu'habituellement pour tenir compte de la tenue de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, prévue pour le début de juin 2020, afin de faciliter la participation des fonctionnaires en poste dans la capitale aux deux réunions, ainsi que des délégations l'avaient jugé approprié; iv) la semaine du 5 octobre 2020, notamment pour les sessions plurilatérales qui se tiendraient normalement le mercredi **7 octobre 2020**; et, enfin, v) le mercredi **18 novembre 2020**, pour la réunion formelle sur des questions de gestion courante de 2020.